

Action urgente : « libérez nos prisonniers »

Description



3 avril 2020

Actions pour soutenir les prisonniers politiques palestiniens

- **filmez une courte vidéo de vous** (moins d'une minute) dans laquelle vous exprimez une ou plusieurs des revendications énumérées pour la campagne. Affichez-la sur vos réseaux sociaux. Utilisez le hashtag #FreeOurPrisoners #COVID_19 et marquez Addameer dans votre message sur [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#).
- **écrivez et/ou appelez les bureaux du Comité international de la croix rouge (CICR)** pour leur demander de s'assurer que les prisonniers palestiniens sont protégés et de faire pression pour qu'ils puissent téléphoner à leurs familles.

Bureau du CICR à Jérusalem : jer_jerusalem@icrc.org / Tél : 0041-22-7346001, Fax : 0041-22-7332057

Bureau du CICR à Ramallah : ram_ramallah@icrc.org, Tél : 02-2414030-1, Fax : 02-2414034

Bureau du CICR à Tel-Aviv : dwaites@icrc.org, Tél : (+972) 35 24 52 86, Fax : (+972) 35 27 03 70

Bureau du CICR à Genève : press@icrc.org, Tél : +41 22 734 60 01 ICRC

Bureau du CICR à Washington : anelson@icrc.org, Tél : +1 (202) 587-4600, Fax : +1 (202) 587-4696

Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens pour assurer leur sécurité face à la rapidité de l'épidémie, particulièrement les détenus fragiles et susceptibles de contracter plus facilement la maladie comme les enfants, les femmes, les personnes âgées, les malades et les blessés.

Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens enfermés sous le régime de la détention administrative, détenus indéfiniment, sans preuve ni jugement.

Nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens en fin de peine et/ou qui devraient être libérés sous caution, en raison de la surpopulation carcérale.

Nous demandons à l'administration pénitentiaire israélienne d'assurer la protection des prisonniers en appliquant les mesures préventives nécessaires contre le COVID-19.

Nous demandons également à l'administration pénitentiaire israélienne (IPS) de maintenir la connexion entre les prisonniers et leurs familles grâce à des téléphones non surveillés ou à

des appels vidéo, d'autant plus que les visites des familles sont suspendues et que l'IPS continue de refuser d'installer des lignes fixes dans les prisons.

Appel Addameer

Nous lançons un appel à nos alliés, à nos partenaires, à nos amis, à nos camarades pour qu'ils se joignent à notre campagne, urgente, pour libérer tous les prisonniers palestiniens afin de les protéger de COVID-19, en particulier à cause des restrictions accrues de leurs droits par l'administration pénitentiaire israélienne (IPS).

À la lumière des récents événements détaillés ci-dessous et parce que nous savons que la torture, la violence physique, la négligence médicale et les conditions carcérales inhumaines subissent depuis longtemps dans les prisons israéliennes, nous sommes très préoccupés par la sécurité et le bien-être des prisonniers et des détenus palestiniens.

Début mars 2020, l'administration pénitentiaire israélienne (IPS) a suspendu toutes les visites des familles et des avocats des prisonniers palestiniens, faisant de cette mesure une précaution contre le COVID-19. En outre, toutes les procédures devant les tribunaux militaires sont reportées indéfiniment et les Palestiniens en détention préventive ou phase d'interrogatoire ne sont pas présentés au tribunal pour la prolongation de leur détention, ce qui aggrave encore les violations de leur liberté et de leur droit à un procès équitable et rapide. Les représentants légaux des prisonniers palestiniens ne peuvent pas communiquer directement avec eux et ne sont autorisés à leur téléphoner qu'en cas de besoin, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas évaluer avec précision la santé et la sécurité des détenus.

Par ailleurs, le 18 mars 2020, les avocats d'Addameer ont été informés que quatre détenus palestiniens pourraient avoir été exposés au coronavirus [au cours de leur interrogatoire](#) par un Israélien employé du centre de Petah Tikva, lui-même testé positif. Les quatre détenus ont été envoyés en quarantaine, à la clinique de la prison d'al-Ramleh, avant que deux d'entre eux soient rendus à leurs familles en Cisjordanie sans avoir été testés, et que les deux autres soient renvoyés dans des prisons israéliennes. Les Palestiniens continuent d'être arrêtés quotidiennement, chez eux, en Cisjordanie, pour être placés en quarantaine.

Notre préoccupation croissante pour les prisonniers et les détenus palestiniens pendant l'épidémie est nourrie par la négligence médicale systématique à l'intérieur des centres de détention et d'interrogatoire israéliens. En 2019, cinq prisonniers palestiniens sont morts en captivité, dont trois à la suite d'une négligence médicale délibérée, tandis que des centaines d'autres souffrent de maladies chroniques non traitées. En outre, les conditions déplorables, notamment le surpeuplement, l'insalubrité et la mauvaise nutrition, font des prisons des lieux dangereux de reproduction du virus. Les prisonniers ont signalé que de nouvelles restrictions s'appliquent aux achats effectués à la cantine de la prison et qu'ils ne reçoivent pas de produits d'hygiène et d'assainissement adéquats, ce qui les expose encore plus au risque de contagion.

Cela s'explique également par le refus continu de l'IPS d'installer des téléphones fixes dans les prisons, comme le stipulent les dernières négociations obtenues au moment des grèves de la faim. Le refus d'installer des lignes fixes est clairement une tentative d'éloigner

davantage les prisonniers de leurs familles et, Ã plus grande Ãchelle, de fragmenter la population palestinienne.

Compte tenu des nouvelles rÃgles mises en place pendant la pandÃmie COVID-19, le ComitÃ© international de la Croix-Rouge (CICR) reste la seule entitÃ© autorisÃ©e Ã communiquer directement avec les prisonniers palestiniens et Ã leur rendre visite. Pourtant, le CICR nâ??a pas fourni aux familles ou au public de mises Ã jour sur les conditions des prisonniers pendant la pandÃmie COVID-19, en particulier ceux en quarantaine.

Nous appelons donc toutes les personnes de conscience Ã se joindre Ã nous pour exiger la libertÃ© de tous les prisonniers.

date crÃ©Ã©e
2020/04/03